

Exempt - appel en matière de travail.

Audience publique du premier décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

Numéro 15443 du rôle.

Présents:

Marc SCHLUNGS, président de chambre;
Marie-Paule ENGEL, première conseillère;
Andrée WANTZ, première conseillère;
Brigitte COLLING, greffière.

e n t r e :

A, employée privée, demeurant à x,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Roland FUNK de Luxembourg en date du 23 mars 1993,

comparant par Maître Charles UNSEN, avocat Luxembourg,

et :

B, boulanger-pâtissier, demeurant à x,

intimé aux fins du prédit exploit FUNK,

comparant par Maître Jean-Paul RIPPINGER, avocat à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL:

Par requête déposée le 22 février 1991 au greffe de la justice de paix de Luxembourg, A a demandé la condamnation de son ancien employeur B à lui payer la somme de 36.453.-francs à titre de salaire échu du mois de juillet 1990.

Par requête déposée le 22 avril 1992 au greffe de la justice de paix de Luxembourg B a demandé la condamnation de A à lui payer la somme de 25.917.- francs du chef d'indemnité compensatoire de préavis, la somme de 50.000.- francs du chef de dommage moral et la somme de 50.000.- francs du chef de dommage subi par suite de la désorganisation du service.

Le tribunal du travail, après avoir joint les deux affaires, a dit, par jugement contradictoire du 18 février 1993, que la demande de B en paiement d'une indemnité compensatoire de préavis était fondée pour le montant de 25.917.- francs, que l'offre de preuve de B était irrecevable et que la demande de l'employeur en paiement de dommages et intérêts pour démission abusive n'était pas fondée.

Le tribunal du travail a encore déclaré fondée la demande de A en paiement du salaire de juillet 1990 jusqu'à concurrence du montant de 5.057.-francs. Il a condamné A au paiement du montant de

25.917.- francs et B au paiement du montant de 5.057.- francs et il a ordonné la compensation judiciaire entre les deux condamnations.

Pour statuer comme il l'a fait, le tribunal du travail a dit que le contrat de travail subsistait normalement pendant le préavis et qu'il n'appartenait pas à la salariée d'abréger le délai de préavis légal en décidant de façon unilatérale de cumuler les périodes de préavis et de congé. Il a jugé que la salariée, n'ayant pas travaillé pendant le préavis, B avait droit à une indemnité compensatoire pour la période de préavis non respectée. Il a déclaré que le délai de forclusion de l'article 28 de la loi du 1989 sur le contrat de travail n'était pas applicable à la demande en paiement de dommages et intérêts de l'employeur et que la demande de l'employeur en paiement de dommages et intérêts pour démission abusive procédait du droit commun de la responsabilité civile. Il a considéré que la démission brusque n'avait pas entraîné la désorganisation de l'entreprise et que l'offre de preuve de B était irrecevable.

Le tribunal du travail a encore dit que A, qui n'avait travaillé que pendant 3 jours au mois de juillet 1990, n'avait droit qu'à 5.057.- francs à titre de salaire. N'ayant pas été autorisée à prendre son congé durant le préavis, la salariée, qui n'avait pas conclu à l'allocation d'une indemnité compensatrice pour congé non pris, n'avait pas droit à une indemnité pécuniaire de congé.

A a régulièrement relevé appel du jugement du 18 février 1993 par acte de l'huissier de justice Roland FUNK du 23 mars 1993. Elle demande à la Cour d'appel de réformer le jugement du 18 février 1993 en ce qu'il a déclaré fondée la demande de B en paiement d'une indemnité compensatoire de préavis de 25.917.- francs et en ce qu'il n'a admis la demande de A que pour le montant de 5.057.- francs et de confirmer le jugement du 18 février 1993 en ce qu'il a débouté B des autres chefs de sa demande.

A fait plaider qu'elle avait droit au paiement de son congé puisque l'employeur ne s'était à aucun moment opposé à la proposition relative au congé contenue dans sa lettre du 28 juin 1990. En tout cas elle aurait droit à une indemnité compensatrice dg congé non pris sur base de la Convention O.I.T. no 132.

B demande la confirmation du jugement entrepris.

Par lettre recommandée du 29 juin 1990, A a donné sa démission et elle a déclaré prendre le congé restant du 11 juillet au 31 juillet 1990. La lettre est conçue comme suit:

"Monsieur,

Par la présente, je vous confirme notre entretien du jeudi 28. juin dernier par lequel je vous informais de la démission de votre firme et ceci à partir du 1er juillet 1990.

Vous voudrez donc prendre note que mon départ se fera pour le 31 juillet 1990.

Comme convenu oralement lors de notre entretien et eu égard au fait que je dispose de 14 jours de congé pour l'année 1990 (janvier à juillet inclus à raison de 2 jours par mois), mon dernier jour effectif de travail sera le 11 juillet 1990.

Dans le regret de devoir vous quitter eu égard à nos bonnes relations, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués. (s.) A "

Aux termes de l'article 10 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé *"Le congé est fixé en principe selon le désir du salarié à moins que les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent"*.

Or, B n'a pas réagi à la lettre de A dans laquelle celle-ci expose que suivant convention orale du 28 juin 1990, elle prendrait son congé du 11 au 31 juillet 1990. L'employeur n'a à aucun moment averti la salariée que les besoins du service ou les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise s'opposaient à la prise de congé par la salariée pendant la période en question de sorte que la salariée pouvait légitimement admettre que l'employeur était d'accord avec la fixation du congé indiqué dans la lettre du 29 juin 1990. Il s'ensuit que l'employeur doit en principe payer à la salariée l'indemnité de congé prévue à l'article 14 de la loi précitée.

A affirme qu'elle avait droit à 14 jours de congé légal.

La période du 1er janvier 1990 au 31 juillet 1990, date de la fin du contrat donnant droit à 15 jours de congé, il appartient à l'employeur, tenu suivant l'article 17 de la loi sur les congés de tenir livre sur le congé légal des salariés qui sont à son service, de prouver que la salariée a bénéficié du congé qui lui était dû.

Cette preuve n'a pas été rapportée par B. A avait donc droit au congé légal effectivement pris. B

affirme qu'il a payé à A une indemnité pour sept jours de congé légal.

A conteste ce paiement.

B n'a pas établi la réalité du paiement à A d'une indemnité pour sept jours de congé légal. La lettre de la fiduciaire K. adressée au mandataire de B ne constitue pas en l'absence de décompte du mois de juillet 1990, du virement de la somme en question ou d'une quittance portant sur cette somme, la preuve que l'employeur se soit effectivement libéré en partie de son obligation de payer à A une indemnité pour son congé légal..

La demande en paiement d'une indemnité pour quatorze jours de congé légal de A est donc fondée pour le montant de 24.654.- francs.

Compte tenu du fait ci-avant retenu que B n'a à aucun moment manifesté son désaccord avec la fixation de la période de congé par la salariée, celle-ci n'a pas *"méconnu le délai de préavis lui imposé"* et, l'employeur n'a pas droit à une indemnité compensatoire de préavis.

L'appel de A est fondé. Par ces motifs:

la Cour d'appel, siégeant en matière de contestations entre employeurs et ouvriers, statuant contradictoirement,

reçoit l'appel de A, le dit fondé,

réformant:

dit la demande de A en paiement d'une indemnité pour congé légal fondée pour le montant de 24.654.- francs,

partant condamne B à payer à A la somme de 24.654.- francs avec les intérêts légaux à partir du 22 avril 1992 jusqu'à solde,

dit non fondée la demande en paiement d'une indemnité compensatoire de préavis dirigée par B contre A,

décharge A du paiement du montant de 25.917.- francs,

condamne B aux dépens des deux instances et ordonne la distraction des dépens de l'instance d'appel au profit de Maître Charles UNSEN qui la demande affirmant avoir fait l'avance des dépens.